

Communiqué de presse du 16 décembre 2010

Les parents du réseau « Changeons la cantine à Marseille » ne croient plus au Père Noël!

Les citoyens, parents d'élèves ou non, rassemblés dans le réseau « Changeons la cantine à Marseille » sont stupéfaits : la Ville de Marseille ne tient pas ses engagements. Les élus avaient pourtant promis des améliorations substantielles sur la qualité du service public des cantines marseillaises, lorsqu'ils ont voté le principe du renouvellement pour 7 ans de la délégation de service public des cantines le 21 juin dernier.

En réalité, la procédure de consultation de la mairie, lancée le 7 juillet dernier s'appuie sur un cahier des charges qui, au final, n'impose aucune exigence sur la qualité des aliments et l'impact environnemental. Ainsi, les 3 entreprises admises à présenter une offre (Avenance, Sodexo et Scolarest) doivent simplement faire des propositions d'amélioration sans aucun cadre précis, et ce pour 45 000 repas par jour!

La mairie pense-t-elle que les quelques lignes allouées aux questions de qualité de la nourriture et de développement durable, sur les 88 pages de l'appel d'offre, seront suffisantes pour encourager (ou contraindre) les prestataires à troquer leur politique de la moindre qualité au plus haut prix, à proposer de réelles plus values en terme de qualité de goût et de pratiques eco-responsables ?

Si la Ville n'a pas d'exigences particulières hormis des discours incantatoires , sur quels critères va se faire le choix final? L'amélioration de la qualité des repas ou bien tout simplement et leur prix ?

Que sont devenues les promesses du Maire sur l'exigence de qualité gustative de la nourriture, la qualité et la provenance des produits, leur impact environnemental?

Alors que la plupart des villes de France ont engagé une démarche qualitative qui impose des objectifs détaillés et chiffrés à leurs prestataires de restauration scolaire, Marseille se distingue une fois de plus par la faiblesse de son ambition et son manque de volontarisme.

La Ville ne tient pas sa parole! C'est pourquoi les parents d'élèves ont décidé d'interpeller à nouveau les élus. Nous voulons, avant le dépôt des offres le 4 janvier 2011, obtenir des garanties pour les futurs repas de nos enfants.